



NATIONS UNIES
UNITED NATIONS
BURKINA FASO



Rapport bi-annuel

Burkina Faso

2020-2021





TABLE DES MATIÈRES

QUI SOMMES NOUS?	4
AVANT-PROPOS DE LA COORDONNATRICE RÉSIDENTE DES NATIONS UNIES.....	5
LES 4 PILIERS DU CADRE DE COOPÉRATION.....	6
RESUMÉ EXÉCUTIF.....	7
LE BURKINA FASO EN CHIFFRES	8
CONTEXTE ET TENDANCES DU PAYS.....	9
CONTRIBUTION DU SNU AUX ODD 2020-2021.....	10
APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES	11
RÉSULTATS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES.....	12
Pilier 1: Efficacité institutionnelle, état de droit, cohésion sociale, sécurité et paix durable.....	12
Pilier 2: Qualité, cadre de vie et accès équitable aux droits sociaux.....	16
Pilier 3: Croissance inclusive durable, emplois décents et sécurité alimentaire	18
RÉPONSE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'ONU À LA COVID-19	21
LEÇONS APPRISES.....	22
LISTE DES ACRONYMES	23

QUI SOMMES NOUS?

Les Nations Unies sont présentes au Burkina Faso avec 33 agences dont 25 résidentes qui constituent ensemble l'équipe pays des Nations Unies dont la coopération avec le Burkina Faso est formalisée à travers un Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2018-2020. Ce plan qui a été conçu pour une phase initiale de 3 ans a été suivi d'une extension de 2 ans en ayant pour mission fondamentale de contribuer à l'avancement des ODD au Burkina Faso, pour le bien-être des populations burkinabè.

Le SNU a une présence très forte au Burkina Faso avec environ 1300 personnels travaillant au niveau national dans 5 régions dans lesquelles des bureaux intégrés ont été mis en place. Ces bureaux terrain basés dans les régions Centre Nord (Kaya), Est (Fada N'Gourma), Hauts Bassins (Bobo Dioulasso), Nord (Ouahigouya) et Sahel (Dori) apportent un fort appui aux populations sur le plan du développement et sur le plan humanitaire

En qualité de cheffe d'équipe pays du SNU et avec le soutien de son secrétariat la Coordinatrice Résidente appui les 33 agences qui interagissent ensemble pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durables en veillant rigoureusement à travers ses principes de ne laisser personne de côté, à la prévention et gestion des risques (politique et climatique), à la promotion des droits humains, au développement du partenariat et la redevabilité pour des résultats collectifs.

Le système des Nations Unies au Burkina Faso mobilise les ressources et partenaires pour réaliser trois objectifs collectifs interdépendants, qui servent de socle pour accompagner la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) comme une première étape transitoire et nécessaire pour l'atteinte des ODD.

Pour la période de 2020 et 2021 l'équipe des Nations Unies au Burkina Faso a travaillé étroitement avec un nombre important de partenaires au développement et humanitaires. Ces partenaires sont principalement : le gouvernement de l'Etat Burkinabé, les différents ministères sectoriels et leurs démembrés au niveau central, régional, provincial et communal, les organisations de la société civile, nationales et internationales. A ceux-là s'ajoutent les partenaires techniques et financiers (PTF) tels que les Institutions financières internationales (IFIs), les organismes régionaux, les missions diplomatiques et les bailleurs de fond.

Entités ONU Burkina Faso



AVANT-PROPOS DE LA COORDONNATRICE RÉSIDENTE DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de partager avec vous les résultats des projets et programmes du Système des Nations Unies (SNU) au Burkina Faso pour les années 2020 et 2021. C'est le fruit d'un engagement approfondi avec l'Etat et les populations visant à soutenir les priorités du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES I) 2016-2020, ainsi que d'autres priorités telles que la réponse humanitaire.

Ces deux années ont été particulièrement riches en expériences multiformes mais ont également connu des défis sécuritaires, humanitaires, ainsi qu'en matière de développement et de cohésion sociale. Cette période a aussi été marquée par la pandémie Covid 19 dont les impacts, toujours présents, ont été ressentis à des degrés divers dans les différents secteurs de la vie socioéconomique du pays.

C'est pourquoi les Nations Unies ont dû réadapter la façon de travailler, de collaborer, de concevoir ou d'analyser les faits pour l'accompagnement des populations et du pays.

Grace à la générosité des bailleurs de fonds, couplée avec les ressources internes du Système des Nations Unies, les entités du système ont pu continuer leurs opérations dans le domaine humanitaire, de la consolidation de la paix, du développement et du respect des normes et droits internationaux.

La mobilisation d'un montant de 291,3 millions de dollars américains (188 milliards de FCFA) pour les actions de développement et 428 millions de dollars US (276,2 milliards de FCFA) pour les actions humanitaires durant ces deux années, nous ont permis de servir près de 10 millions

de personnes dans ces différents domaines, et soutenir des engagements structurants tels que le renforcement de l'efficacité des institutions, l'amélioration de la sécurité nutritionnelle et alimentaire et l'éradication de la pauvreté multidimensionnelle ainsi que la promotion des politiques et des actions favorisant l'inclusion et la cohésion sociale.

Les fragilités politiques et l'avènement du coup d'Etat de janvier 2022 a entraîné un réajustement et une extension du Plan-cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (PNUAD) jusqu'à 2023 pour permettre d'aligner ses interventions aux besoins urgents des populations les plus vulnérables et accompagner le pays dans cette période de transition.



Barbara MANZI

Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies et Coordinatrice Humanitaire

LES 4 PILIERS DU CADRE DE COOPÉRATION

PILIER 01

Renforcer l'efficacité des institutions, assurer l'accès équitable à la justice pour tous et l'Etat de droit



PILIER 02

Créer les conditions pour une agriculture durable en vue de l'amélioration de la sécurité nutritionnelle & alimentaire et renforcer la résilience des populations



PILIER 03

Contribuer à l'éradication de la pauvreté multidimensionnelle



PILIER 04

Prévenir les risques climatiques et renforcer la préparation aux urgences

Depuis 2020, le pilier quatre a été absorbé dans le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) et certaines activités dans le pilier 3, pour les activités liées à la préparation.

RESUMÉ EXÉCUTIF

Les Nations Unies sont présentes au Burkina Faso avec 33 entités qui constituent l'équipe pays des Nations Unies (UNCT) dont la coopération avec le Burkina Faso est formalisée à travers le Plan-cadre des Nations unies pour l'assistance au développement (PNUAD) 2018-2022. Le PNUAD définit et facilite la mise en œuvre d'un partenariat entre le gouvernement du Burkina Faso et le Système des Nations Unies (SNU) qui reflète les exigences de la réalisation de l'Agenda 2030 telles qu'adaptées aux contextes nationaux et reflétées dans le Plan national de développement.

Ce plan qui a été conçu pour une phase initiale de 3 ans a été suivi de deux extensions en ayant pour mission fondamentale de promouvoir les droits de chaque burkinabé, partout, dans tout ce que fait l'organisation dans ses programmes, ses activités de plaidoyer et ses opérations. Ce plan est en train d'être revisité pour s'adapter au contexte actuel, et aux priorités pendant la période de la Transition. Ce rapport documente les progrès réalisés vers la mise en œuvre des quatre axes stratégiques en 2020 et 2021.

Efficacité institutionnelle, état de droit, cohésion sociale, sécurité et paix durable (Sustaining Peace)

Durant ces deux années, le SNU a contribué au renforcement de la cohésion sociale et à soutenir les initiatives de consolidation de la paix par une approche inclusive et participative.

On note également une amélioration de la fourniture des services de justice équitable et accessible à la population, particulièrement les femmes ayant facilité le processus de réconciliation..

Qualité cadre de vie et accès équitable aux droits sociaux

L'UNCT a accompagné le Burkina Faso pour permettre à davantage d'enfants et de jeunes issus des groupes vulnérables (particulièrement les filles et les enfants en situation de handicap, d'urgence), d'avoir accès et au maintien à une éducation de base et une formation professionnelle de qualité, particulièrement dans les régions du Sahel et de l'Est.

Contribuer à l'éradication de la pauvreté multidimensionnelle

L'équipe pays a contribué dans les zones d'intervention urbaine et rurale à l'accroissement des revenus des populations, au développement et surtout à l'adoption des modes de production et de consommation qui s'inscrivent dans la durabilité et améliorent leur sécurité alimentaire. Fidèle à son principe de ne laisser personne de côté, l'ONU au Burkina Faso dans son action a veillé à ce que les populations les plus fragiles économiquement et socialement, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées soient couvertes par des mécanismes de protection sociale.



LE BURKINA FASO EN CHIFFRES

DEMOGRAPHIE 20,5 millions population totale

 **51,7 %** de femmes

 **45,3 %** de la population a moins de 15 ans

 **2,9 %** croissance démographique

 **26,1 %** milieu urbain

 **62 ans** |  **64 ans**
 **60 ans**

DONNÉES MACROECONOMIQUES

 **6,7 %** croissance économique
0,45% indice de développement humain

 **0,62%** indice d'inégalité genre

 **0,52%** indice de pauvreté multidimensionnelle
40% taux de pauvreté

SANTÉ

 **8%** des structures sanitaires fermées

 **18%** structures sanitaires fonctionnalité réduite

 **970 000** personnes privées de soins de santé

EAU ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

 **76%** taux national d'accès à l'eau potable

 **25%** taux d'accès à l'assainissement en 2020

MORTALITÉ MATERNELLE ET INFANTILE

 **48‰** mortalité infanto-juvénile (61‰ garçons - 51‰ filles)

 **223** pour 100 000 naissances vivantes - rapport de mortalité maternelle

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION

 **2 millions** en 2020, contre **2,9 millions** de personnes en insécurité alimentaire en 2021

 **9%** prévalence de la malnutrition aiguë
1% sous forme sévère

 **760 500** personnes souffrent de malnutrition aiguë
1151 000 enfants de 6 à 59 mois malnutris sévères

ÉDUCATION

 **67%** enfants 6-16 ans scolarisés en milieu urbain
40% enfants 6-16 ans scolarisés en milieu rural

 **39%** enfants 6-16 ans jamais été à l'école

 **30%**, taux national d'alphabétisation

 **12%** des écoles du pays ont cessé de fonctionner soit **3 000** écoles

 **420 000** élèves dont **200 600** filles privés de leur droit à l'éducation

¹ Rapport résultats définitifs Recensement Général de la Population et de l'Habitation 2019

² RGPH 2019, op cit

³ PRIMATURE/SP-PNDES, Rapport de performances du PNDES de l'année 2020, mai 2021.

⁴ RGPH 2019, op cit

⁵ Note du Common Country Analysis

CONTEXTE ET TENDANCES DU PAYS



APERÇU MACROECONOMIQUE

Le pays a enregistré une forte reprise en 2021 avec une croissance en hausse. Ces bons résultats s'expliquent par le rebond des services et entre autres, par la progression constante des exportations aurifères. Du fait de faibles précipitations, la production agricole en revanche, a stagné. La forte croissance alliée aux problèmes d'approvisionnement mondiaux a conduit à une inflation record depuis 10 ans. Le déficit budgétaire est resté élevé en raison principalement des dépenses liées à la COVID-19 et de la hausse continue des dépenses de sécurité.



SECURITE ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire a toujours été au cœur des préoccupations des gouvernements du Burkina Faso. Cependant, malgré les efforts consentis, l'insécurité alimentaire reste un phénomène récurrent. L'accroissement de la production céréalière grâce notamment à la pratique des cultures de contre saison, reste encore insuffisant pour satisfaire les besoins de consommation de plus en plus croissants de la population. Les productions animales, halieutiques et fauniques, bien que contribuant énormément à la sécurité alimentaire des populations sont insuffisamment exploitées.



ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique est étroitement lié aux inégalités économiques. Les habitants du Burkina Faso dépendent presque entièrement de la terre pour subvenir à leurs besoins.

Les produits alimentaires, les matériaux de construction, les fibres à textile, le bois de feu et la pharmacopée traditionnelle font partie de cet éventail de ressources naturelles prioritaires à la survie des populations. Le pays reste très vulnérable aux variations climatiques et les coûts socio-économiques découlent de la perte de récoltes, de la diminution des rendements agricoles et des ressources en eau, et de la dégradation des terres. Le pays a initié une transition énergétique avec le développement de centrales solaires. Le financement alloué au changement climatique reste cependant faible.



POLITIQUE ET INSTITUTIONS

Le défi de l'approfondissement des réformes institutionnelles et administratives renvoie à la problématique de l'amélioration des gouvernances politique, administrative et économique d'une part, et d'autre part, à celle de l'amélioration de la qualité des institutions impliquant l'adoption d'un système démocratique qui garantisse la primauté du droit, la transparence, l'alternance et la lutte contre la corruption.



EXCLUSION SOCIALE

Le Burkina Faso est confronté à diverses crises notamment des conflits intercommunautaires, des conflits fonciers, des problèmes de chefferie, des problèmes intra et inter-religieux, l'incivisme et des mouvements sociaux mettant ainsi à mal la cohésion sociale, la paix et le vivre-ensemble. Le risque d'effritement de la cohésion sociale et de la paix constitue une menace pour la stabilité du pays et la bonne marche des institutions républicaines. Pour parer à ce risque, le gouvernement a entrepris des initiatives pour renforcer le dialogue intra et inter-religieux, intercommunautaire et le dialogue avec les partenaires sociaux, afin de trouver des solutions durables aux problèmes liés au foncier et à la chefferie traditionnelle afin de garantir une cohésion sociale entre les communautés.



PAYSAGE FINANCIER

Le Burkina Faso fait recours au financement interne et celui externe pour sponsoriser son développement, notamment la mobilisation de l'impôt, aux emprunts financier régionaux, et l'aide publique au développement. Les autres instruments innovants, faiblement exploités, sont également mis à contribution pour optimiser la mobilisation des ressources. Le plan d'action de la transition (PAT) a un coût global de 17,8 milliards de dollars US (11 800 milliards de FCFA) et sera financé à hauteur de 46% par des ressources propres et 28,6% par les ressources extérieures sur la base des conventions déjà conclues avec les partenaires techniques et financiers. Il se dégage un besoin de financement de 4,5 milliards de dollars US (3000 milliards FCFA), correspondant à 25,3% du coût global du plan.

CONTRIBUTION DU SNU AUX ODD 2020-2021

L'équipe pays des Nations Unies au Burkina Faso, avec ses partenaires, travaillent ensemble avec comme but commun l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Les ODD, au nombre de 17, sont interconnectés et, pour ne laisser personne de côté, il est important de contribuer et d'atteindre chacun d'entre eux d'ici à 2030. La contribution du SNU aux ODD en 2020-2021 s'est principalement focalisée sur les 3 premiers ODD, avec plus de 50 millions de dollars US pour chacun. Suivent les ODD 6, 16 et 8 avec entre 15 et 30 millions de dollars US pour chacun. Le SNU a contribué à hauteur de plus de 2 millions de dollars US aux ODD 4, 11, 5, 17 et 10. Enfin, le SNU a contribué avec moins d'un million de dollars US aux ODD 12, 13 et 15.



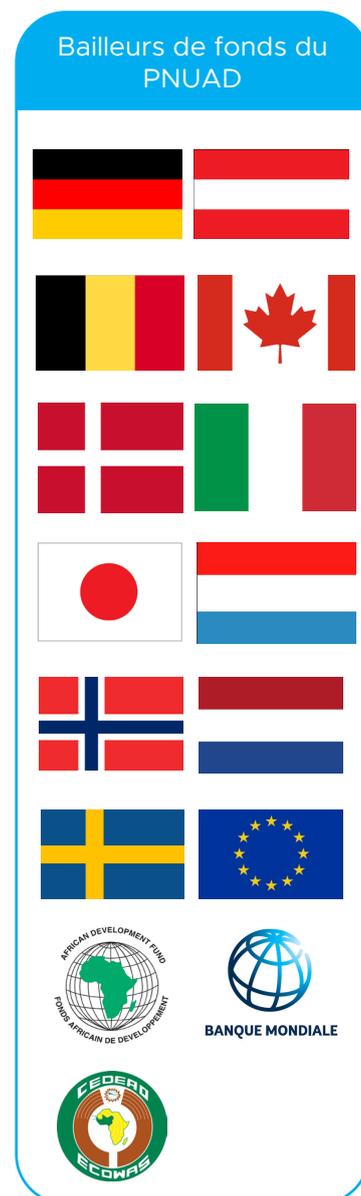
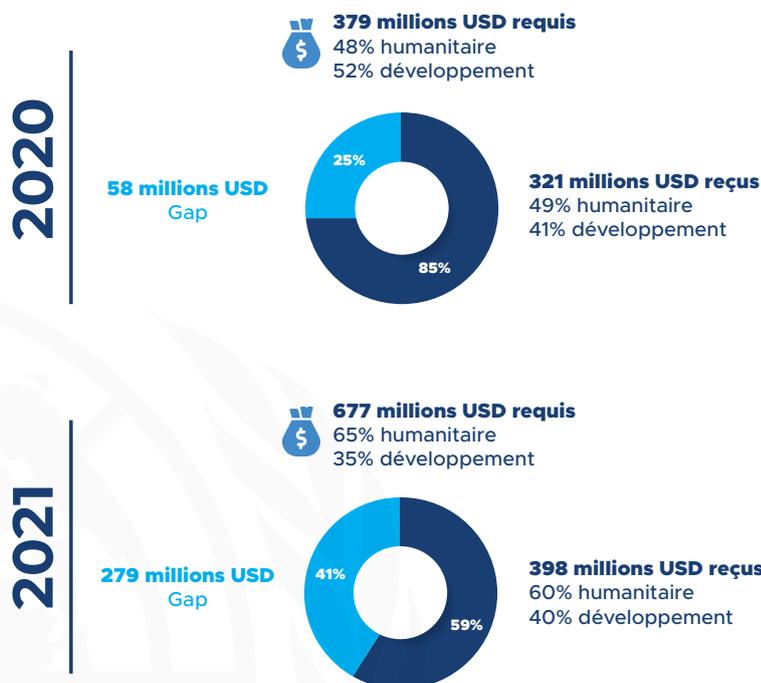
APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

Principaux partenaires au développement

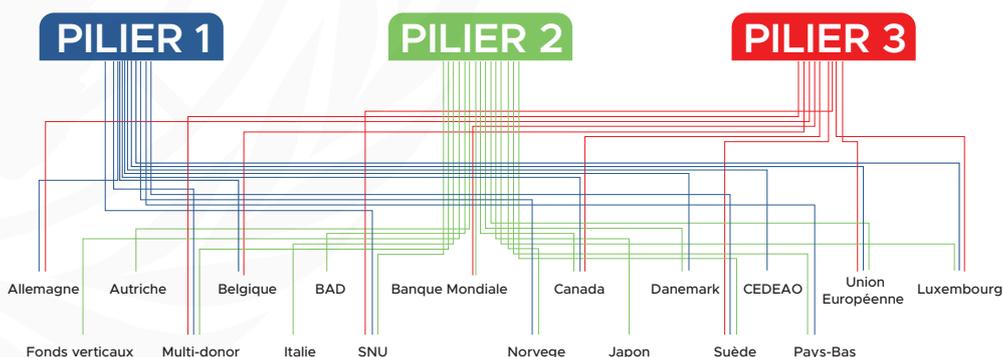
Le SNU au Burkina Faso dans la mise en œuvre du PNUAD a pour principaux partenaires, le Gouvernement à travers le Ministère de l'Économie, du Développement et des Finances, et les autres ministères sectoriels, les institutions nationales, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé et les organisations de la société civile.

Le Gouvernement est le partenaire clé dans la mise en œuvre du PNUAD et copréside le Comité d'Orientation et de Pilotage du PNUAD, chargé d'assurer la cohérence entre le cadre de coopération et le PNDES.

Fonds total mobilisé par le PNUAD 2020-2021



Contribution des bailleurs par pilier du PNUAD



RÉSULTATS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Pilier 01

Efficacité institutionnelle, état de droit, cohésion sociale, sécurité et paix durable

QUELQUES RÉSULTATS CLÉS



+1 150 chefs communautaires et membres des réseaux municipaux capacités sur l'utilité et les modalités de l'enregistrement des naissances ;



+270 dossiers correctionnels traités



+200 000 actes d'état civil délivrés



+5000 CNIB délivrées



+87 000 adolescentes (10-19 ans) outillées à devenir des agents de changement contre les mariages d'enfants à travers l'éducation aux compétences de vie courante ;



8 couloirs de transhumance balisés avec 03 points d'eau



3 annuaires statistiques produits et diffusés



+410 certificats de nationalité burkinabè

2020

Fonds requis (US\$)

41,1 M

Fonds reçus (US\$)

35,1 M

2021

Fonds requis (US\$)

55,4 M

Fonds reçus (US\$)

52,5 M

Au Burkina Faso, l'efficacité des institutions pour fournir aux populations les services sociaux de base de qualité, affermir les processus démocratiques et les bases d'une gouvernance participative, et assurer la sécurité de tous, a besoin de renforcement. L'écart entre les attentes des populations en matière de justice, de lutte contre l'impunité et la corruption, de transparence et de meilleure redistribution des ressources, et les capacités institutionnelles pour la mise en œuvre des réformes ainsi que le rythme de cette mise en œuvre, est susceptible d'occasionner des risques politiques et des tensions sociales.

C'est dans ce sens que le SNU a déployé son expertise technique et financière pour soutenir les politiques publiques, le renforcement des capacités institutionnels et des acteurs dont quelques actions et résultats sont énumérés ci-dessous :

- Renforcement des capacités du gouvernement du Burkina Faso pour une meilleure coordination des activités et des ressources aux niveaux régional et central pour un meilleur impact sur la prévention et de la consolidation de la paix. Cela a permis de renforcer l'efficacité des institutions mais surtout de fournir aux populations, notamment les plus exposées aux risques de conflits et à l'insécurité, l'assistance nécessaire à même de leur permettre de vivre en paix et en sécurité.
- Des projets pour contribuer au renforcement de la cohésion sociale, soutenir les initiatives de consolidation de la paix par une approche inclusive et participative ont été initiés. Cela a permis d'engager surtout des femmes, jeunes et les personnes à risque d'être laissées de côté comme de puissants acteurs et vecteurs de paix. Un accent particulier a été mis sur leur participation dans les initiatives de paix, de mécanismes endogènes de médiation, de prévention et de gestion des conflits.
- Le renforcement de capacité des autorités, y compris les forces de défense et de sécurité (FDS) sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, la dotation d'équipements techniques aux Pôles Economiques et Financiers ainsi que la formation des magistrats sur les enquêtes économiques et financières et le renforcement des capacités des journalistes d'investigation sur les méfaits de la corruption ont contribué à lutter contre la corruption pour l'édification d'un réel état de droit.
- Des organisations de la société civile (OSC) disposent de capacités techniques et matérielles suffisantes pour exercer leur rôle de contrôle de l'action publique au niveau central et local en vue d'une meilleure redevabilité grâce aux activités de renforcement de capacité et de sensibilisation. Cela leur permettra d'identifier les besoins prioritaires des populations de leurs localités respectives et de faire des plaidoyers auprès des autorités locales ou régionales et également de jouer pleinement leurs rôles de veille citoyenne.
- Le renforcement des capacités des populations, des institutions nationales et des OSC à disposer d'informations, de compétences et d'outils pour des élections paisibles, inclusives, transparentes, prenant en compte la représentativité des femmes et leur participation à la prise de décision ainsi que le développement des applications logicielles pour le traitement des données électorales, y compris la mobilisation de 109 Volontaires des Nations Unies (VNU) ont contribué à relever le défi de l'organisation transparente et inclusive d'élections couplées présidentielles et législatives du 22 novembre 2020.



- Grace aux différentes formations et renforcement de capacités, certaines structures nationales et locales disposent désormais des capacités techniques et des outils de formulation des politiques publiques, projets et programmes selon les orientations des guides de formulation pour élaborer, mettre en œuvre et suivre des politiques, stratégies, projets et programmes de développement alignés aux ODD, promouvant l'égalité homme-femme et la sécurité humaine et soutenant le relèvement post COVID-19. Ainsi, le nombre de structures ayant au moins 3 cadres capables de formuler des politiques publiques, projets et programmes selon les orientations des guides de formulation est passé de 0 à 35 au sein du ministère de l'économie, du développement et des finances et de 50 à 174 au niveau pays tout en permettant de porter de 6 à 9 le nombre de guides pour la formulation des politiques publiques, élargissant ainsi les outils de formulation de politiques publiques, de projets et programmes de développement disponibles au niveau national.
- Au cœur de l'action des Nations Unies, l'amélioration des capacités opérationnelles des Institutions en charge de la primauté du droit, de l'aide juridique et de la réconciliation nationale pour fournir des services de justice équitable et accessible à la population, particulièrement les femmes et faciliter le processus de réconciliation a permis de traiter dossiers civils et dossiers correctionnels et délivrer des certificats de nationalité burkinabè délivrés grâce à la tenue d'audiences foraines civiles et correctionnelles.
- L'action du SNU au niveau du secteur de la sécurité a contribué à doter les acteurs de capacités techniques et d'outils adéquats pour mener à bien leurs missions notamment, prévenir et atténuer les menaces à la sécurité, promouvoir la cohésion sociale et consolider la paix et la stabilité, conformément aux principes démocratiques et d'égalité des sexes.
- Les OSC, les dirigeants communautaires aux niveaux central et local et des zones frontalières disposent de fora de dialogues inclusifs et des structures et mécanismes de prévention et de gestion pacifique des conflits et de contrôle citoyen, intégrant les femmes et les jeunes. Cela contribue à atténuer les tensions sociales et au renforcement de la cohésion sociale.
- Des actions du SNU ont permis à des femmes et des organisations féminines de disposer de capacités renforcées d'éducation à la paix et de mécanisme fonctionnel d'alerte et de veille pour protéger les jeunes générations et les communautés contre le risque d'enrôlement dans les mouvements extrémistes et de radicalisation.
- L'accompagnement de l'ONU pour le renforcement du dialogue entre les leaders religieux des différentes confessions du pays a permis l'élaboration d'un code de bonnes pratiques et la mise en place d'un programme de sensibilisation sur les différentes lois dans les médias et renforcement du dispositif national de contrôle des discours religieux à travers le contrôle effectué par l'Observatoire National des Faits Religieux (ONAFAR) sur les prêches dans les médias de confession religieuse.
- Les Nations Unies se sont focalisées sur l'accompagnement des collectivités territoriales qui disposent des outils et des compétences pour fournir des services publics de qualité de façon équitable aux populations, mettre en place et gérer des infrastructures socio-économiques et des équipements pour un développement communautaire durable, prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et des jeunes. Grâce à l'assistance des animateurs du développement local (ADeL) mis à la disposition des communes, les performances des dites communes en matière de conception des plans et du suivi des constructions d'infrastructures, de délivrance des actes d'état civil dans les délais, de mobilisation des ressources, de l'identification des projets de développement local et d'animations communautaires sont améliorées. En effet, les délais de délivrance des actes d'état civil sont passés d'une semaine à deux jours.
- Grâce aux services développés pour les enfants affectés par les privations prioritaires y compris durant les urgences humanitaires, plusieurs enfants ont bénéficié de prise en charge, y compris ceux affectés par les urgences humanitaires, incluant les enfants déplacés internes, ceux séparés ou non accompagnés.

- En matière de protection contre le mariage d'enfants et les Mutilations Génitales Féminines (MGF) l'engagement politique de haut niveau permettant de soutenir l'agenda global sur l'abandon des pratiques néfastes et des violences faites aux enfants a été constante. Plusieurs adolescentes (10-19 ans) ont été outillées à devenir des agents de changement contre les mariages d'enfants à travers l'éducation aux compétences de vie courante. Un forum national des jeunes avec le chef de l'état pour un engagement des jeunes et des organisations de jeunesse dans les actions de promotion de l'élimination des MGF avec trois recommandations a permis de (i) renforcer les compétences des jeunes dans les 45 provinces et les communes du Burkina Faso sur les MGF; (ii) d'impliquer fortement les structures et organisations de jeunes dans le processus d'élaboration de la prochaine stratégie nationale de promotion de l'élimination des MGF; (iii) et de favoriser la création de cadres de concertation et de réalisation d'activités au niveau local et national au profit des jeunes. Ainsi 450 villages ont déclaré publiquement l'abandon de l'excision et du mariage des enfants.

- Le soutien du SNU au renforcement des capacités des institutions nationales et de la société civile a contribué à la prévention et la prise en charge des Violences Basées sur le Genre (VBG) et pour l'autonomisation des femmes et des filles.

- En matière de droits humains, le SNU a contribué au renforcement de la Commission nationale des droits humains (CNDH) et des OSCs à disposer de connaissances et de moyens techniques pour exercer le suivi et le rapportage des violations des Droits humains (DH), particulièrement contre les femmes et dans les zones cibles à travers des appuis techniques et des conseils et cela a permis aux membres et au personnel de consolider leurs connaissances et d'être plus en mesure de mener des activités de surveillance et de rapportage sur la situation des droits de l'homme; d'organiser et conduire des investigations sur des allégations de violations des droits de l'homme.

- Les autorités mandatées à la protection des enfants ont été mieux outillées pour la mise en œuvre, à tous les niveaux de responsabilité, d'un cadre légal et politique en faveur de la protection des enfants avec une attention particulière à l'enregistrement des naissances, les MGF, les mariages d'enfants (ME), les violences, les Pires formes de travail des enfants (PFTE) et la justice pour mineurs et cela a contribué par exemple à doter 200 000 enfants d'acte de naissance dont 50% de filles. Pour le cadre légal et politique en faveur de la protection des enfants, l'élaboration de la Stratégie nationale de protection de l'enfant 2019-2023 et son plan d'action opérationnel et l'amendement technique du nouveau Code des Personnes et de la Famille a permis à des mineurs en conflit avec la loi, de bénéficier de mesures alternatives à l'emprisonnement.



Pilier 02

Qualité, cadre de vie et accès équitable aux droits sociaux

QUELQUES RÉSULTATS CLÉS



+43 000 enfants y compris 2000 vivant avec handicap bénéficiaires de cash transfert humanitaire



+10 000 enfants en âges scolaires ont eu accès à l'école



3400 enseignants et encadreurs des zones ont bénéficié de renforcement de capacité



135 000 enfants situations de handicap pris en charge



+9700 ménages avec +36 500 enfants vulnérables bénéficiaires de kit non alimentaire ;



1700 adolescents ont bénéficié d'une formation professionnelle



260 000 adultes, 228 000 jeunes et 5200 personnes vivant avec un handicap ont bénéficié de rations alimentaires



400 000 femmes enceintes ont reçu de supplément en fer folate

2020

Fonds requis (US\$)

100,7 M

Fonds reçus (US\$)

59,1 M

2021

Fonds requis (US\$)

120,8 M

Fonds reçus (US\$)

62,3 M

La réalisation de ce pilier nécessite des actions concomitantes et multisectorielles en matière d'éducation et de formation professionnelle, santé, nutrition, eau et assainissement, et autonomisation des femmes. Elle requiert également des initiatives conjointes au niveau de la prévention des risques liés aux conflits et aux aléas climatiques. Pour ce faire, le SNU a mobilisé en 2020 et 2021, son expertise technique, le financement et le partenariat avec des acteurs étatiques et non étatiques, y compris le secteur privé. Les Nations Unies ont accompagné le Burkina Faso pour permettre à davantage d'enfants et de jeunes vulnérables, particulièrement les filles et les enfants en situation de handicap, d'avoir accès et au maintien à une éducation de base et une formation professionnelle de qualité. Cet accompagnement a permis d'obtenir des résultats clés.

- Des jeunes et des femmes ont bénéficié de renforcement de leurs compétences professionnelles dans le but de leur permettre de mener efficacement leurs activités professionnelles et accroître leurs rendements.
- 10000 enfants en âges scolaires ont eu accès à l'école grâce à la mise en place des écoles temporaires ou en matériaux définitifs, avec des équipements, des matériels didactiques et des fournitures scolaires dans les zones accueillant des déplacés.
- Dans le domaine de la promotion de la cohésion sociale et de la paix dans les régions affectées par l'insécurité 280000 enfants en âges scolaires ont été touchés par les initiatives organisées sur le terrain.
- L'approche Safe School a été déployée dans les écoles des zones affectées par l'insécurité à travers un partenariat avec des ONGs et radios communautaires aux profits 3400 enseignants, encadreurs et 278000 élèves.
- Comme appui à la mise en œuvre de l'éducation inclusive par la sensibilisation, la prise en charge d'enfants en situations de handicap dans 200 écoles primaires avec 135000 enfants concernés a été faite. 1000 jeunes filles et 600 jeunes adolescents talibés et vulnérables à risque d'enrôlement par les Groupes armés dans la région du Sahel ont bénéficié d'une formation professionnelle pour faciliter leur insertion socioéconomique.
- Plus de six million de femmes arrivent à avoir un accès équitable et une utilisation accrue des services de santé de qualité grâce à l'appui du SNU dans l'accompagnement des plans et processus nationaux pour le VIH / SIDA et le soutien à la stratégie nationale et plan opérationnel de dépistage et de traitement différenciée.
- Pour une meilleure prise en charge des mères et leurs nouveau-nés dans la lutte contre la tuberculose, plusieurs services de santé ont été renforcés et 540 acteurs de santé ont été formés au profit de 820000 femmes.
- Pour des prestations de qualité dans les soins des nouveaux nés en plus des acquisitions, distributions et installations des équipements de réanimations des nouveaux nés dans les formations sanitaires, 1600 agents de santé et prestataires ont été formés.
- Le SNU a soutenu l'adoption de la politique multisectorielle de nutrition, du plan stratégique et du décret sur le code de commercialisation des substituts du lait maternel au profit d'acteurs des entités nationales en charge du domaine afin de lutter contre la malnutrition infantile.
- 3,5 millions d'enfants de 6 à 59 mois (1,8 millions de filles) ont bénéficié de déparasitage et dépistage de la malnutrition grâce à un appui technique au ministère de la santé pour la préparation, la mise en œuvre et le suivi de deux campagnes de supplémentation en Vitamine A. 400000 femmes enceintes ont également bénéficié grâce au renforcement de la nutrition maternelle de supplémentation en Fer folate.
- Des réalisations dans le domaine de l'eau potable, l'assainissement et la gestion de l'hygiène dans les écoles et communautés ont permis à 13000 élèves (6000 filles) et 11300 membres de la communauté (6400 femmes) et 2800 enfants (1400 filles) d'améliorer leur hygiène de vie réduisant ainsi les maladies liées au manque d'hygiène. Dans le même sens 2900 enfants (1200 filles) ont été touchés par un accès à l'hygiène, l'eau et l'assainissement dans les écoles.

Pilier 03

Croissance inclusive durable, emplois décentés et sécurité alimentaire

QUELQUES RÉSULTATS CLÉS



42 000 ménages dotés en intrants et équipements



34 000 terres dégradées récupérées



230 000 membres de ménages vulnérables soutenus dans la gestion de leurs besoins de base



600 tonnes d'aliment bétail et **120** tonnes d'aliment volaille mis à la disposition des ménages



3 800 000 personnes des zones à forts défis sécuritaires prise en charge



+22 000 ménages vulnérables ont été assistés par un transfert monétaire

2020

Fonds requis (US\$)

54,7 M

Fonds reçus (US\$)

59,3 M

2021

Fonds requis (US\$)

37,9 M

Fonds reçus (US\$)

44,3 M

Ce pilier visait à accroître les revenus des populations, notamment les jeunes et les femmes dans les zones d'intervention (urbaine/rurale) et à encourager les modes de production et de consommation durables, dans la mise en œuvre des engagements du Burkina de l'Accord de Paris sur le climat. Quelques résultats de l'appui multiforme de l'équipe pays à l'atteinte des objectifs de ce pilier sont énumérés cidessous :

- L'équipe pays a contribué dans les zones d'intervention urbaine et rurale à l'accroissement des revenus des populations, au développement et surtout à l'adoption des modes de production et de consommation qui s'inscrivent dans la durabilité et améliorent leur sécurité alimentaire.

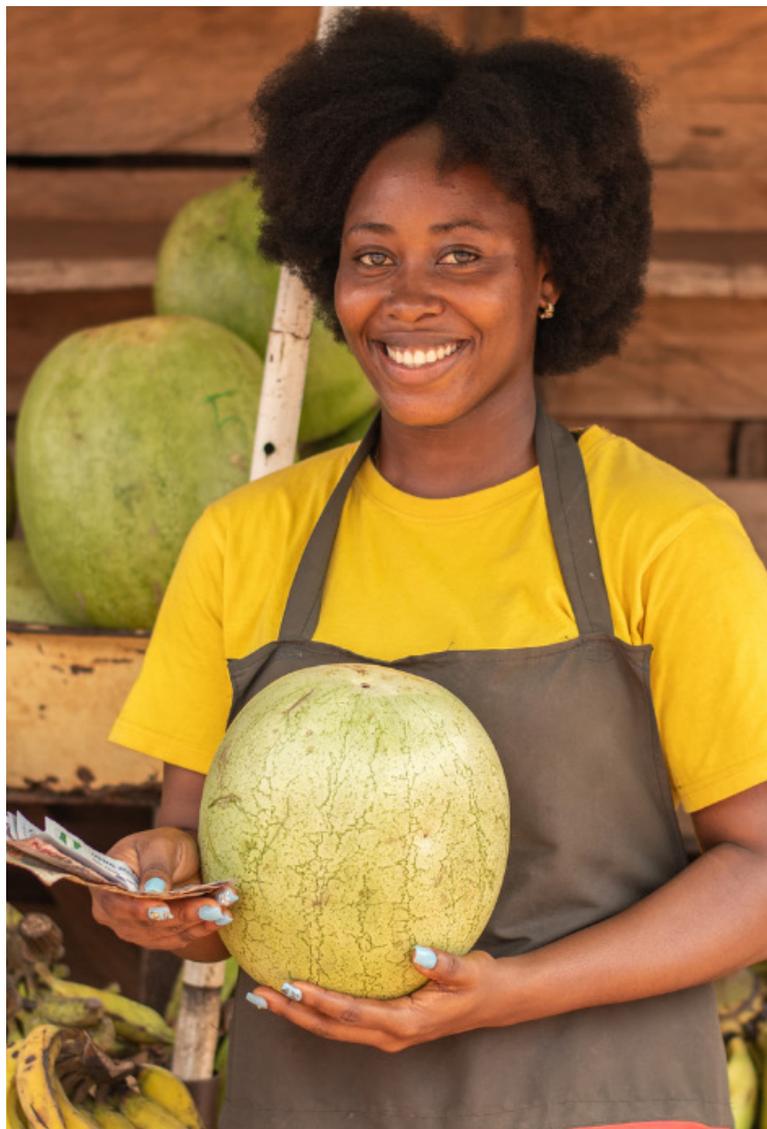
- La qualité des interventions au profit des ménages affectés par la crise sécuritaire a été améliorée à travers la conduite d'une étude d'évaluation de la situation des moyens d'existence par la réalisation de 4 évaluations rapides. Ces évaluations ont permis le déclenchement de transfert monétaire inconditionnel pour la protection des moyens d'existence.

- 37 000 enfants vulnérables bénéficiaires de kits alimentaires ont été pris en compte dans l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et 280 petits producteurs agrosylvopastoraux regroupés en coopératives, y compris des Personnes Déplacées Internes ont été bénéficiaires d'un soutien dans le domaine des moyens d'existence durables en milieu rural.

- Les moyens d'existence de 300 ménages agro-pastoraux ont été améliorés à travers le cash for work qui a permis de récupérer 200 hectares de terres dégradées pour la production fourragère.

- Des bas-fonds ont été mis en valeur par des appuis en intrants, en équipements motorisés adaptés et conformes aux besoins des producteurs dont des sacs de conservation du paddy, la préparation du sol et l'appui conseil de proximité. Cela a contribué fortement à l'intensification de la production ainsi qu'à la réduction de la pénibilité du travail des producteurs, à l'augmentation de la productivité avec un rendement de 4 tonnes/ha contre 3 tonnes/ha avant l'appui.

- La résilience des ménages vulnérables a été améliorée à travers la reconstitution et la consolidation du capital animal avec la fourniture à 900 ménages vulnérables de noyaux de petits ruminants, du petit matériel d'élevage (mangeoires, abreuvoirs) et du matériel pour la réalisation d'abris.





RÉPONSE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'ONU À LA COVID-19

Durant ces deux années, les investissements consacrés à la Covid-19 représentent près de 49% du budget global du SNU. Pendant toute la période de Covid-19, le groupe de communication des Nations Unies a mobilisé l'ensemble des départements de communication des ONG internationales et locales pour accompagner le gouvernement dans une vaste campagne de sensibilisation aux mesures barrières, à la gestion des fake news (l'intox) et la nécessité de vaccination des populations.

Le Burkina Faso a reçu 115 000 doses de vaccins contre la Covid-19 délivrées grâce à la facilité COVAX, un partenariat entre la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI), l'Alliance du Vaccin (Gavi) et le SNU.

Les Nations Unies ont appuyé la conduite d'une étude genre d'impact socioéconomique du COVID 19 qui a été également exploitée dans la formulation de la programmation en matière de développement durable du pays.

Le SNU a soutenu la riposte à la Covid-19 du Gouvernement burkinabè en renforçant des actions de coordination et collaboration sous régionales en impliquant les autorités du Burkina Faso et celles de cinq autres pays, à savoir le Sénégal, la Mauritanie, le Tchad, le Niger et le Mali. L'Organisation a développé des modules de formations relatifs à l'intégration des approches droits humains et genre dans la gestion de la Covid-19 aux postes de police aux frontières et ce en vue de prévenir la détérioration du climat social entre les populations et les agents de police de première ligne.

En termes de contribution financière pour la lutte contre la Covid-19, le SNU a, pour un besoin de 226,3 million de dollars, mobilisé un montant d'environ 143,7 million de dollars.



-  Former 339 femmes leaders engagées dans la sensibilisation;
-  Mobiliser 600 volontaires nationaux pour la sensibilisation et la promotion des mesures barrières au sein des marchés de Ouagadougou ;
-  Former 850 jeunes en technique de fabrication de gel hydro-alcoolique ;
-  Diffuser 53 émissions radiophoniques de sensibilisation sur la COVID-19 ;
-  Concevoir un projet pour soutenir le rôle des femmes leaders dans la réponse COVID-19 ;
-  Former 48 journalistes dont 14 femmes afin de mieux contribuer à la sensibilisation sur les mesures barrières en 2020 ;
-  Distribuer +300 000 cache-nez
-  Fournir 190 licences Zoom aux institutions publiques et former des points focaux à la sécurité Zoom pour la continuité de l'administration

LEÇONS APPRIS

La situation sécuritaire et humanitaire ont conduit au renforcement de l'analyse sur les mécanismes de financement, des procédures administratives et du partenariat flexible et diligent entre les autorités nationales, le SNU, les acteurs humanitaires et les PTF. Toutefois la mobilisation des ressources étatiques constitue un défi majeur.

- La situation sécuritaire et humanitaire, la restauration de l'autorité de l'État, la délivrance des services sociaux de base et la relance économique nécessitent un sursaut national et une approche holistique et rigoureuse.
- L'opérationnalisation de l'approche nexus dans un contexte de gouvernement de transition est indispensable mais doit être fondée sur une compréhension commune partagée.
- Le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs communautaires est donc essentiel, non seulement pour remédier au manque d'institutions dans les zones difficiles à atteindre, mais aussi pour stimuler le changement des normes sociales au sein de la population.
- La production et le partage des analyses conjointes, à travers des groupes de travail thématiques et/ou dans le cadre de l'Analyse commune du pays (CCA), ont permis aux membres du SNU de renforcer leur complémentarité et de réfléchir sur la planification et la mise en œuvre des activités communes.
- L'engagement et la participation communautaires reposent fortement sur le ciblage des besoins essentiels et des principaux agents de changement. Le SNU a rendu cela possible en donnant plus d'espaces aux femmes et aux jeunes, ce qui crée des résultats positifs au niveau des communautés et des ménages. Ceci est fortement perceptible à travers le développement des entrepreneuriats jeunes et féminines.
- Travailler dans un environnement fragile et de crise demande beaucoup de patience et de flexibilité. Les mécanismes de gestion et de coordination adoptés par l'UNCT ont été des déterminants clés des réalisations, compte tenu du nombre de défis énormes causés par l'insécurité dû aux conflits intercommunautaires, et les crises majeures comme celle liée à la pandémie de COVID-19 qui ont limité les déplacements et les retards dans la prestation de services aux bénéficiaires.



LISTE DES ACRONYMES

ADeL : Animateurs du développement local	OSC : Organisations de la société civile
AGR : Activités génératrices de revenus	PAM : Programme alimentaire mondial
BAD : Banque Africaine de développement	PBF : Fond pour la Consolidation de la Paix
CBPF : Fonds Humanitaire de Financement Commun Pays	PFTE : Pires formes de travail des enfants
CCA : Analyse commune du pays	PIB : Produit intérieur brut
CDN : Contribution déterminée au niveau national	PNDES : Plan National de Développement Economique et Social
CEPI : Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies	PNUAD: Plan-cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
CNDH : Commission nationale des droits humains	PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
CNIB : Carte nationale d'identité burkinabé	PNUE : Programme des Nations unies pour l'environnement
Covid 19 : Maladie à corona virus	PTF : Partenaires techniques et financiers
DH : Droits humains	RGPH : Recensement général de la population
DPA : Data processing agreement	SIDA : Syndrome d'immunodéficience acquise
FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	SNU : Système des Nations Unies
FCFA : Franc des Colonies Françaises d'Afrique	UNCDF : Fonds d'équipement des Nations unies
FDS : Force de défense et de sécurité	UNCHR : Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
GES : Gaz à effet de serre	UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
IAEA : Agence internationale de l'énergie atomique	UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population
MAG: Malnutrition aiguë globale	UNHABITAT : Programme des Nations unies pour les établissements humains
ME : Mariages d'enfants	UNHCDH : Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
MGF : Mutilations Génitales Féminines	UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance
ODD : Objectifs de développement durable	UNITAR : Institut des Nations unies pour la formation et la recherche
OIM : Organisation internationale pour les migrations	UNOWAS : Bureau des nations unies pour l'Afrique de l'ouest et le sahel
OIT : Organisation internationale du travail	VIH : Virus de l'immunodéficience humaine
OMS : Organisation mondiale de la santé	VNU : Volontaire des Nations Unies
ONAFAR : Observatoire National des Faits Religieux	WASH : Eau Assainissement et Hygiène
ONG : Organisations non gouvernementales	
ONU : Organisation des Nations Unies	
ONUDC : Office des Nations unies contre les drogues et le crime	
ONUDI : Organisation des Nations unies pour le développement industriel	



NATIONS UNIES
UNITED NATIONS
BURKINA FASO



Bureau de la Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies
Immeuble des Nations Unies | Koulouba | 01 BP 575 Ouagadougou 01 | Burkina Faso

Email: rc-bf@un.org

Tél: (+226) 25 49 06 10

Site internet: burkinafaso.un.org

Facebook: [UN.BurkinaFaso](https://www.facebook.com/UN.BurkinaFaso)

Twitter: [@onubf](https://twitter.com/onubf)